

Document

Le plan de soutien aux banques plus couteux "à moyen terme", selon la Cour des comptes. (21.05)

AP et Reuters – 20.05

Le plan de soutien aux banques françaises lors de la crise financière, même s'il a été *"utile et efficace"* pour les établissements concernés, pourrait avoir *"à moyen terme"* un coût plus important que prévu pour les finances publiques, selon un bilan de la Cour des Comptes publié jeudi.

"Les concours publics aux banques ont permis de générer des recettes à court terme, mais à moyen terme, plusieurs coûts sont susceptibles d'amoindrir le bénéfice qu'en a retiré l'Etat", a souligné le président de la Cour des comptes Didier Migaud lors d'une conférence de presse, en évoquant une échéance sur *"plusieurs années"*.

"Les deux milliards 400 millions d'euros de recettes reçues des banques ne suffisent pas à financer l'ensemble des mesures adoptées, qui ont fait gonfler le bilan de l'Etat d'environ 11 milliards 800 millions d'euros", a-t-il ajouté.

M. Migaud a notamment cité l'endettement supplémentaire *"de 350 millions d'euros par an"* généré par l'ensemble des mesures adoptées, la mesure de décentralisation des fonds d'épargne, qui fait que *"l'Etat perd chaque année et pendant 25 ans, 125 millions d'euros"*, ainsi que *"les mesures exceptionnelles de garanties"* offertes à Oséo, l'agence de soutien aux PME, coûteuses pour l'Etat si elles étaient prolongées à partir de 2011. En conséquence, dans son rapport, la cour recommande de ramener la garantie d'Oséo *"à un taux moyen normal de 50%"*.

La Cour des Comptes s'interroge aussi sur l'opportunité et *"la nécessité de la seconde tranche de 10 milliards d'euros de fonds propres"* apportés aux banques BNP-Paribas et Société Générale au printemps 2009, alors qu'elles avaient *"déjà retrouvé d'autres sources de financement et accès au marché"*.

Enfin, dans un *"contexte de dégradation générale des finances publiques"*, le rapport relève aussi *"la limitation de la plus-value réalisée par l'Etat lors des rachats par les banques des titres souscrits par la SPPE"* (Société de prise de participations de l'Etat).

"L'Etat n'a pas profité de l'augmentation des cours de bourse des banques alors que ce rétablissement est directement imputable à ses concours", regrette la Cour des comptes, estimant que *"le manque à gagner"* à 5,8 milliards d'euros.

Concernant les contreparties concédées par les banques en échange du plan de soutien, comme *"les objectifs de financement de l'économie"*, ils *"n'ont pas été complètement tenus"*, critique également la Cour. Ainsi, fin 2009, la croissance des encours de crédit s'élevait à 2,7% (2,5% après correction) contre les 3 à 4% promis selon les établissements. *"Ce décalage s'explique par le contexte économique"*, puisque le PIB s'est contracté en 2009 de 2,2%, reconnaît toutefois la Cour.

Dans sa réponse au rapport de la Cour des Comptes, la ministre de l'Economie conteste *"la méthodologie"* retenue pour *"estimer les coûts indirects ou différés du plan"*, nuisant, selon elle, *"à la bonne compréhension de son bilan financier"*. Christine Lagarde souligne au contraire le *"résultat bénéficiaire"* du plan de soutien, qui *"a rapporté jusqu'ici à l'Etat 2,23 milliards d'euros au titre des dispositifs SFEF, SPPE et Dexia"*.

Réagissant au manque à gagner de 5,79 milliards sur une plus-value potentielle, la ministre de l'Economie, dans une réponse à la Cour des comptes affirme qu'elle *"ne regrette pas d'avoir privilégié une logique de sécurisation des intérêts financiers de l'Etat à une logique de spéculation"*.

Enfin, la locataire de Bercy déclare ne partager *"absolument pas l'estimation par la Cour d'un manque à gagner théorique de l'Etat"*, qui repose selon elle *"sur une assimilation contestable des actions de préférence avec des actions ordinaires"*.

La Cour des comptes épingle aussi les banques qui selon elle, ont tardé à se mobiliser pour continuer à octroyer des prêts aux ménages et aux entreprises comme elles s'y étaient engagées en contrepartie des aides reçues.

"Les banques ont donné, semble-t-il, au cours du premier semestre 2009 la priorité à l'amélioration de leur bilan et à la reconstitution de leurs marges", a encore dit le Premier président de la Cour des comptes.

"Des esprits malicieux y verront peut-être une volonté des banques d'afficher des résultats finalement proches de leurs engagements", a ironisé Didier Migaud.

Commentaire

Maintenant nous disposons de chiffres (officiels) pour démontrer si besoin était que le gouvernement Sarkozy-Fillon-Kouchner est bien le gouvernement du capital contre le travail, le gouvernement de la Bourse.